

**Groupeement d'Employeurs A Lundi
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher - BP 18
40220 TARNOS**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



Groupement d'Employeurs A Lundi
Espace Technologique Jean Bertin
27 Rue Hélène Boucher - BP 18
40220 TARNOS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

A l'assemblée générale de l'association Groupement d'Employeurs A Lundi,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupements d'Employeurs A Lundi relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III.- OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Subventions d'exploitation » de la partie « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels concernant la convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE conclue avec la DIRECTE.

IV - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux produits à recevoir, détaillés dans le paragraphe « Produits à recevoir par postes du bilan » présenté en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des produits à recevoir précités sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

VI – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs



pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 19 juin 2024

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes

Christian SABAROTS

Cogérant

Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			du 01/06/2021 au 31/12/2022 (19 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net		
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	334 650	64 740	269 910	252 437		17 473
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés	2 168		2 168	2 168		
Prêts						
Autres	3 193		3 193	193		3 000
TOTAL (I)	340 011	64 740	275 271	254 797		20 474
Actif circulant						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	740 256		740 256	2 292 967		-1 552 711
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	92 097		92 097	196 523		- 104 426
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 158 105		1 158 105	90 859		1 067 246
Charges constatées d'avance	111 764		111 764	123 392		- 11 628
TOTAL (II)	2 102 222		2 102 222	2 703 741		- 601 519
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	2 442 233	64 740	2 377 493	2 958 538		- 581 045



commissaire
aux comptes

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	du 01/06/2021 au 31/12/2022 (19 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires	510 233	510 233	
Ecart de réévaluation			
Réserves			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	148 443		148 443
Excédent ou déficit de l'exercice	173 055	148 443	24 612
Situation nette (sous total)	831 731	658 676	173 055
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	21 739	14 127	7 612
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	853 470	672 803	180 667
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	137 689	80 868	56 821
TOTAL (III)	137 689	80 868	56 821
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	215 261	245 155	- 29 894
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 098	912 191	- 802 093
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	812 209	928 744	- 116 535
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		28 992	- 28 992
Autres dettes	17 540	2 852	14 688
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	231 226	86 934	144 292
TOTAL (IV)	1 386 334	2 204 867	- 818 533
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	2 377 493	2 958 538	- 581 045



**commissaire
aux comptes**

GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	du 01/06/2021 au 31/12/2022 (19 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	42 966	40 984	1 982	4,84
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	2 854 646	2 781 798	72 848	2,62
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	319 504	83 763	235 741	281,44
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation				
consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels				
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	84 233	41 845	42 388	101,30
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1	1		0,00
Total des produits d'exploitation (I)	3 301 349	2 948 391	352 958	11,97
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	892 397	1 089 689	- 197 292	-18,11
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	34 456	20 495	13 961	68,12
Salaires et traitements	1 459 821	1 133 211	326 610	28,82
Charges sociales	570 076	391 239	178 837	45,71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	42 973	22 030	20 943	95,07
Dotations aux provisions	56 821	80 868	- 24 047	-29,74
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	410	9	401	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	3 056 953	2 737 542	319 411	11,67
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	244 396	210 849	33 547	15,91
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	545	0	545	N/S
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	545	0	545	N/S
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	3 070	1 468	1 602	109,13
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				



GROUPEMENT D'EMPLOYEURS A LUNDI

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	du 01/06/2021 au 31/12/2022 (19 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	3 070	1 468	1 602	109,13
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-2 525	-1 468	- 1 057	72,00
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	241 872	209 381	32 491	15,52
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	2 187	873	1 314	150,52
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	2 187	873	1 314	150,52
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		2 343	- 2 343	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		2 343	- 2 343	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 187	-1 469	3 656	248,88
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	71 004	59 468	11 536	19,40
Total des produits (I + III + IV)	3 304 082	2 949 264	354 818	12,03
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 131 027	2 800 821	330 206	11,79
EXCEDENT OU DEFICIT	173 055	148 443	24 612	16,58



**commissaire
aux comptes**

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 19 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 377 493,15 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 173 054,97 E.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour dépréciation d'actif : elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.
- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.



NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	274 204	60 446		334 650
Immobilisations financières	2 361	3 000		5 361
TOTAL	276 565	63 446		340 011

Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	21 767	42 973		64 740
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	21 767	42 973		64 740

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Installations agencements aménagés	149 123	17 094	132 029	de 3 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	60 963	25 608	35 355	de 3 à 5 ans
Mobilier	124 565	22 038	102 527	de 5 à 10 ans
TOTAL	334 650	64 740	269 910	

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	3 193		3 193
Actif circulant & charges d'avance	944 117	944 117	
TOTAL	947 310	944 117	3 193

Produits à recevoir par postes du bilan

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	3 485
Autres créances	51 076
Disponibilités	
TOTAL	54 561

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance, d'un montant de 111 764 €, ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Etat des fonds propres

Mouvements des fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise	510 233			510 233
Report à nouveau		148 443		148 443
Résultat	148 443	173 055	148 443	173 055
Subvention d'investissement	14 127	9 800	2 187	21 739
TOTAL	672 803	331 298	150 631	853 470

Provisions

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	80 868	56 821		137 689
TOTAL	80 868	56 821		137 689

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	215 261	30 366	125 233	59 662
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	110 098	110 098		
Dettes fiscales & sociales	812 209	812 209		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	17 540	17 540		
Produits constatés d'avance	231 226	231 226		
TOTAL	1 386 334	1 201 439	125 233	59 662

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	85
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	25 682
Dettes fiscales & sociales	340 853
Autres dettes	2 330
TOTAL	368 950

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, d'un montant de 231 226€, ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	2 854 646	100,00 %
TOTAL	2 854 646	100.00 %

Reprises provisions et transferts de charges

Détail des reprises sur amort. et prov et transfert de charges	Montant total	Taux
Reprise provision clients		
Avantage en nature	48 957	58.12%
Transfert de charges	35 276	41.88%
TOTAL	84 233	100,00%



AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite :

Le montant de l'engagement de l'indemnité de départ à la retraite s'élève 137 689€. Il a été calculé en tenant compte de l'ancienneté des salariés à la date d'évaluation, à savoir au 31 décembre 2023 auquel est appliqué un coefficient de revalorisation de salaire en fin de carrière et d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite.

Ce calcul est obtenu en retenant les variables suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.20 %
- Revalorisation des salaires : 0.50% par an
- Taux moyen de charges patronales : 41%-50 %
- Table de mortalité définitive 2017-2019
- Age de départ : 64 ans
- Modalités de départ : 100 % à l'initiative du salarié

Cet engagement est comptabilisé au passif du bilan dans la rubrique « Provisions pour charges ».

Effectifs :

L'effectif moyen s'élève à 30 ETP (équivalent temps plein).

Subventions d'exploitation : FSE

L'association a conclu une convention pluriannuelle d'objectifs dans le cadre du FSE avec la DREETS pour une durée de 2 ans pour la période allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023. Cette convention prévoit une contribution financière d'un montant maximum de 581 732 euros sur 2 ans.

Tant que les garanties relatives aux conditions d'attribution ne sont pas remplies avec certitude, la contribution financière n'est pas constatée en produit. Un acompte d'un montant de 174 519.60€ a été perçu en octobre 2023. Il est comptabilisé en Produits constatés d'avance.

